



LIYANNAJ KONT PWOFITASYON

Communiqué de presse

En soutien aux journalistes de RFO (Guadeloupe 1^{ière})

Avant-hier les syndicalistes, hier les avocats, aujourd'hui, les journalistes ; et DEMAIN... Même les plus sordides dictatures n'en font pas autant en si peu de temps. Nous l'aurons compris, il faut rétablir la terreur en Guadeloupe et éradiquer toute contestation pour nous faire bien comprendre que nous ne sommes que des sous hommes ; sé konsa.

Et bien évidemment, cela se passe dans un pays dit démocratique où nombre d'intellectuels commentent l'actualité « sociale », où nombre d'associations de défense des droits de l'homme font des communiqués de soutien pour tous les faits survenus en dehors du territoire Guadeloupéen. En un mot, pani ayen a vwè, tout va bien.

Le LKP condamne avec la plus grande fermeté les mises en examen de Thierry Philippe, Franck Aristide et Jacky Massicot, journalistes de la télé publique.

C'est clair, ces mises en examen montrent bien le virage totalitaire pris l'état français en Guadeloupe. Il s'agit de faire taire toutes celles et tous ceux qui osent s'opposer au mépris, à l'exploitation, à la discrimination et à tout pwofitasyon dont nous sommes, nous Guadeloupéens, victimes **an péyi annou**.

Ces mises en examen remettent donc en cause la liberté de la presse, la liberté d'informer et sans liberté de la presse, il n'y a pas de démocratie.

OUI, nous sommes bien dans une colonie où il convient de bâillonner les journalistes qui refusent la pensée unique.

Pour rappel, ces derniers avaient révélé les écoutes téléphoniques illégales, la violation de la confidentialité des correspondances entre un avocat et son client dont ont été victimes Sarah Aristide et Patrice Tacita.

Le LKP apporte son soutien aux « **3 de RFO** » et invitent l'ensemble des journalistes à ne pas se laisser intimider et à lutter contre la dictature.

Le LKP Appelle l'ensemble des Guadeloupéens à se mobiliser pour contrer l'ordre colonial en participant à toutes les manifestations organisées pour défendre le droit, la dignité et les intérêts du Peuple Guadeloupéen.

En démocratie, l'unité, le consensus ou l'unanimité ne sont pas obligatoires. Le plus important est de contribuer à l'élévation du débat public en fournissant à l'opinion les informations et thèses contradictoires. Il y va de l'existence même de la démocratie et des libertés fondamentales.

NON AU MEPRIS

RESPEKTÉ FANM É NONM GWADLOUP,

ANSANM NOU KA LITÉ, ANSAMN NOU KÉ GANNYÉ,

Pour le Collectif LIYANNAJ KONT PWOFITASYON

Elie DOMOTA

Lapwent, le 13 décembre 2010